

Nous tenons le pouvoir judiciaire et politique tunisien pour responsable des conséquences de la grève de la faim des détenus politiques

mercredi 1er mai 2024, par [CRLDHT](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2024).

Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT) a appris que les détenus politiques accusés dans l'affaire dite « de complot contre la sûreté de l'Etat » ont entamé une grève de la faim depuis le lundi 29 avril 2024. Il s'agit de Issam Chabbi, Ridha Belhaj, Ghazi Chaouachi, Khayem Turki, Abdelhamid Jelassi. On a également appris que Jaouhar Ben Mbarek, accusé dans la même affaire, avait auparavant entamé une grève de la faim sauvage depuis la fin de la semaine et que son état de santé s'était considérablement détérioré nécessitant son transfert à l'hôpital.

Les détenus politiques protestent contre le refus des autorités judiciaires tunisiennes de les libérer au terme de l'expiration de la durée maximale de détention préventive prévue par le Code de procédure pénale.

Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie :

- considère que ces prisonniers politiques subissent une détention arbitraire de la part des autorités tunisiennes, détention en violation de toutes les lois nationales et internationales ;
- tient ces autorités judiciaires et politiques pour responsables des conséquences sur la santé de Jaouhar Mbarek ainsi que sur celles des autres prisonniers politiques ;
- renouvelle son plein soutien aux prisonniers politiques dans cette affaire présumée de complot ainsi qu'à tous les prisonniers d'opinion et exige que les autorités les libèrent sans attendre ;
- exprime son plein soutien à la grève régionale des avocats de Tunis, prévue le 2 mai 2024, et salue leur lutte pour la défense des droits et libertés ;
- exprime sa solidarité totale avec l'ancien Bâtonnier du Conseil de l'Ordre des avocats de Tunisie, Maître Chawki Tabib et exige la levée de toutes les restrictions et sanctions auxquelles il est soumis depuis trois ans ;
- appelle toutes les forces démocratiques, civiles et politiques en Tunisie, au Maghreb et dans le monde à faire pression sur le régime tunisien pour qu'il libère les prisonniers politiques et les prisonniers d'opinion et qu'il cesse de réprimer, de harceler, de violer la loi et d'étouffer les libertés.

1^{er} mai 2024

C.R.L.D.H. Tunisie

Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie
membre du Réseau Euro-méditerranéen des Droits de l'Homme

